



## Mines d'uranium au Québec

### Premières nations, municipalités et citoyens unissent leur voix pour un moratoire

**Québec, le 11 mars 2013** - Deux ans, jour pour jour, après la catastrophe de Fukushima au Japon, des représentants des Premières Nations, des municipalités et de la société civile unissent leur voix pour demander au gouvernement du Québec de décréter un moratoire sur les mines d'uranium. Ils demandent également au gouvernement de rapidement donner suite à son engagement de tenir une évaluation environnementale générique sur la filière de l'uranium au Québec.

L'uranium est un métal lourd radioactif qui sert de base à la production d'électricité nucléaire et à la fabrication de bombes. Son exploitation représente de lourds risques pour l'environnement et les populations. En conséquence, des moratoires sur l'uranium sont déjà en place en Colombie-Britannique, en Nouvelle-Écosse et dans l'État de Virginie. « Québec doit suivre l'exemple de ces États qui, après analyses, et malgré les pressions de l'industrie, ont tous pris la sage décision de fermer la porte aux mines d'uranium pour des raisons de santé publique, de sécurité et d'environnement » affirme Ugo Lapointe de la coalition *Québec meilleure mine*.

Plusieurs communautés se sont prononcées contre les mines d'uranium au Québec ces dernières années. C'est le cas de la Nation Crie de Mistissini, à la Baie-James-Eeyou-Isthee, dans le Nord-du-Québec. « En tant que défenseurs du plus grand lac d'eau douce au Québec, le lac Mistassini, nous nous opposons à l'exploitation de l'uranium. Cela irait à l'encontre de notre mode de vie et nos valeurs. Contrairement aux résidus miniers d'autres types de mines, comme ceux de la mine diamantifère Stornoway sur notre territoire, les déchets d'une mine d'uranium demeurent radioactifs pendant des milliers d'années. Cela ne nous apparaît pas acceptable et nous sommes réunis ici, aujourd'hui, pour proclamer haut et fort que l'uranium ne devrait pas être exploité au Québec » à fait savoir le Chef du Conseil de Mistissini, Richard Shecapio.

Cette sortie des organismes fait suite à la récente initiative du maire de la ville d'Amqui, M. Gaëtan Ruest, qui a mené sa municipalité à être la première au Québec à adopter à l'unanimité une nouvelle résolution prônant l'abandon de la filière de l'uranium et du nucléaire au Québec. À ce jour, plus de 300 municipalités, MRC et collectivités autochtones ont adopté une résolution similaire au Québec. L'objectif est maintenant fixé à 500 municipalités. Un site Internet, avec copies de la nouvelle résolution, a été lancé pour l'occasion ([www.quebecsansuranium.org](http://www.quebecsansuranium.org)).

Le Chef de l'Assemblée des Premières Nations du Québec et du Labrador, M. Ghislain Picard, salue l'initiative du groupe. « Nous saluons l'initiative du maire Ruest et nous incitons le plus grand nombre de collectivités autochtones et non autochtones à en faire autant et ainsi envoyer un message clair au gouvernement du Québec ».

Rappelons qu'un récent sondage de Léger Marketing révélait que 62% des Québécois sont favorables à un moratoire sur les mines d'uranium, une proportion qui augmente à 78% en faveur d'un examen indépendant des impacts de la filière uranifère avant d'autoriser tout projet sur le territoire québécois. « Le gouvernement a tout en main pour décréter un moratoire et faire suite à son engagement de tenir une commission indépendante sur les mines d'uranium au Québec » de conclure Philippe Bourke, directeur général du Regroupement national des conseils régionaux de l'environnement.

Plusieurs organismes appuyaient la sortie d'aujourd'hui, dont la Nation Crie de Mistissini, l'Assemblée des Premières nations du Québec et du Labrador, la Ville d'Amqui, le Regroupement national des conseils régionaux de l'environnement, la Coalition *Pour que le Québec ait meilleure mine*, le Mouvement Sortons le Québec du nucléaire, l'Association canadienne des médecins pour l'environnement, les Professionnel-le-s de la santé pour la survie mondiale, le Réseau canadien pour la surveillance du nucléaire, Sept-Îles sans uranium, Minganie sans uranium, Baie-James/Eeyou Istchee Sans uranium, Mouvement vert Mauricie, l'Association de protection des Hautes-Laurentides, Nature Québec, Fondation Suzuki, et Greenpeace-Québec.

-30-

**Information :**

Bella Loon - **Conseil de la Nation Crie de Mistissini** - 418-770-6968 - communication@mistissini.ca

Mylène Bergeron - **Nature Québec** - 418-648-2104 (2074) - mylene.bergeron@naturequebec.org

Alice de Swarte - **Regroupement national des conseils régionaux de l'environnement (RNCREQ)**

514-861-7022 (24) - alice.deswarte@rncreq.org